

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 2251

[S — C — 29281]

**15 JUILLET 1996.- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, modifié par les lois des 6 juillet 1970, 14 juillet 1975 et 18 septembre 1981, par l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 et par les décrets des 16 avril 1991 et 10 avril 1995;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 2, modifié par le décret du 2 avril 1996 et l'article 5, modifié par la loi du 31 juillet 1975;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, notamment l'article 9, modifié par le décret du 18 mars 1996;

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1er juin 1987, par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994 et 24 avril 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 13 juin 1996;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,

Arrête :

**Article 1er.** A l'article 2, 1° et 2°, a et b, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, l'expression "par l'Etat" est remplacée par l'expression "par la Communauté française de Belgique".

**Art. 2.** L'article 3, § 2, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : "1° sous forme d'une année commune aux enseignements général, technique et artistique pouvant comporter au moins quatre périodes hebdomadaires et au plus huit périodes hebdomadaires d'activités au choix. Lorsque l'élève suit une ou plusieurs activités au choix de caractère technique, pour un volume horaire de six périodes hebdomadaires, le maximum est porté à dix périodes hebdomadaires".

**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 4. § 1er. En vue de répondre à des besoins spécifiques, peuvent être organisées :

1° des activités de remédiation individualisées et/ou de soutien pédagogique au premier degré et d'activités de remédiation individualisées et/ou de réorientation dans les autres années d'études;

2° une année de réorientation au niveau de la quatrième année;

3° une année préparatoire à l'enseignement supérieur, au terme du troisième degré de l'enseignement de transition;

4° une année de spécialisation ou de perfectionnement en vue d'obtenir le certificat de qualification, année comportant dans chaque orientation d'études une seule année au terme du troisième degré de l'enseignement de qualification;

5° une septième année de perfectionnement ou de spécialisation organisée au terme du troisième degré de l'enseignement professionnel, en vue d'obtenir le certificat de qualification et le certificat d'enseignement secondaire supérieur, année dans laquelle 40 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle;

6° une septième année au terme du troisième degré de l'enseignement professionnel en vue d'obtenir le seul certificat d'enseignement secondaire supérieur, année dans laquelle 55 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle.

§ 2. Par l'année d'études visée au § 1er, 5°, il faut également comprendre, pour ce qui est de la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur, la première année d'études de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire".

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. § 1er. Sans préjudice des dispositions du § 4, l'enseignement comprend une formation commune et une formation composée d'options, dans laquelle des cours ou des activités peuvent être groupés ou imposés par le pouvoir organisateur.

§ 2. La formation commune se rapporte à des matières suivies en commun par tous les élèves appartenant soit à une même forme ou section d'enseignement, soit à plusieurs formes ou sections d'enseignement.

§ 3. La formation composée d'options comprend :

1° une partie de base qui détermine l'orientation des études;

2° une partie complémentaire qui peut permettre d'assurer une formation équilibrée, de répondre à des besoins de renforcement et d'adaptation et/ou de rencontrer des motivations personnelles. Les composantes de ces deux parties sont fixées ou approuvées par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

§ 4. En 1ère année A et en 2ème année commune aux enseignements général, technique et artistique, l'enseignement comprend une formation commune et une formation composée d'activités au choix. Ces activités au choix peuvent être remplacées en tout ou en partie par un programme spécifique destiné à permettre aux élèves d'atteindre le niveau des études requis au terme du premier degré.

En première année B, l'enseignement comprend une formation commune et une formation complémentaire ou du soutien pédagogique.

§ 5. L'enseignement peut comprendre des activités libres.

§ 6. Au troisième degré de l'enseignement général, l'orientation d'études est déterminée pour les formations à dominantes intégrées et pour les formations à combinaison d'options, par chacune des options de base simples. Dans ces cas, le cours de mathématiques à quatre périodes doit être considéré comme une option de base simple".

Art. 5. L'article 9, § 5bis, du même arrêté inséré par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 5bis. Les élèves qui, après avoir suivi la première année B de l'enseignement secondaire, sont passés à la deuxième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel de type I ou de type II, peuvent être admis jusqu'au 15 novembre de l'année scolaire en première année A, sur avis respectivement du conseil de classe ou du corps professoral de la deuxième année d'études susmentionnée et moyennant l'accord des parents".

Art. 6. L'article 10 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 19 et des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, peuvent être admis comme élèves réguliers en deuxième année commune de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de type I, les élèves réguliers qui ont suivi :

1° soit la première année A;  
2° soit la première année de l'enseignement secondaire de type II, dans l'enseignement général ou technique;  
3° soit la deuxième année de l'enseignement professionnel et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission;

4° soit la première année A dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone .

§ 2. Peuvent être admis comme élèves réguliers en deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel de type I, les élèves réguliers qui ont suivi la première année de l'enseignement secondaire".

Art. 7. L'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 19, peuvent être admis comme élèves réguliers en troisième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de type I, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit :

1° soit le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant la deuxième année commune;  
2° soit la deuxième année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique après avoir suivi la première année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique ou la première année A de l'enseignement de type I;  
3° soit la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission.

§ 2. Peuvent être admis comme élèves réguliers en troisième année de l'enseignement secondaire professionnel de type I :

1° Les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel ou le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant la deuxième année commune ou les deux premières années de l'enseignement général ou technique de type II,

2° les élèves âgés de quinze ans qui ont suivi deux années d'études dans l'enseignement secondaire et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission;

3° les élèves âgés de seize ans qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission".

Art. 8. L'article 12, 2°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, est complété par un point c) et par un point d) rédigés comme suit :

"c) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire délivrée le 30 juin par un centre d'éducation et de formation en alternance après une fréquentation d'au moins 600 périodes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit;

d) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire délivrée par un centre d'éducation et de formation en alternance, entre le 1er septembre et le 15 janvier, à l'élève qui a suivi régulièrement, à raison de 600 périodes au moins, le cycle inférieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit, depuis au moins le 15 janvier de l'année scolaire précédente".

Art. 9. L'article 15, 3°, du même arrêté modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est complété par un point d) rédigé comme suit :

"d) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire délivrée le 30 juin par un centre d'éducation et de formation en alternance après une fréquentation d'au moins 600 périodes du cycle supérieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit".

Art. 10. A l'article 17, § 1er, du même arrêté modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989, les termes "organisée au terme du troisième degré" sont complétés par les termes "et visée à l'article 4, § 1er, 4° et 5°".

Art. 11. L'article 18 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 18. Les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année d'études visée à l'article 4, § 1er, 6°".

**Art. 12.** L'article 19, § 1er, du même arrêté est complété par un 5° rédigé comme suit :

"5° de l'enseignement à horaire réduit vers l'enseignement professionnel".

**Art. 13.** L'article 19, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est complété par un 4° rédigé comme suit :

"4° les passages de l'enseignement à horaire réduit vers l'enseignement professionnel sont soumis à l'avis favorable du conseil d'admission".

**Art. 14.** A l'article 19, § 3, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, les termes "du deuxième ou" sont supprimés.

**Art. 15.** L'article 20 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 20. § 1er. Sans déroger aux conditions d'admission dans l'année considérée, les changements de forme d'enseignement, en cours d'année scolaire, sont autorisés jusqu'au 15 janvier en deuxième année commune de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

§ 2. Sans déroger aux conditions d'admission dans l'année considérée, les changements de subdivision, en cours d'année scolaire, sont autorisés jusqu'au 15 janvier, en deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel;

§ 3. Sans déroger aux conditions d'admission dans l'année considérée, les changements de forme d'enseignement et de subdivision, en cours d'année scolaire sont autorisés :

1° jusqu'au 15 janvier, en troisième et quatrième années;

2° jusqu'au 15 octobre :

a) au niveau de la cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) au niveau de la cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel;

c) dans l'enseignement de perfectionnement ou de spécialisation organisé au terme du troisième degré.

§ 4. Le passage d'une première année A vers la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel est autorisé jusqu'au 15 janvier pour l'élève régulier ayant déjà fréquenté une première année B de l'enseignement secondaire.

§ 5. En cinquième année, tout élève qui change de forme d'enseignement, de section ou d'orientation d'études, avant le 15 octobre, est considéré comme satisfaisant à la condition prévue par l'article 6, § 2, 2°, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949".

**Art. 16.** L'article 21, § 3, du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement du 20 juin 1994 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Sauf dérogation accordée par le Ministre, en raison d'absences motivées de très longue durée, les élèves ne peuvent redoubler ni la première année d'études du premier degré, ni la deuxième année commune aux enseignements général, technique et artistique. Ils ne peuvent fréquenter ce premier degré pendant plus de trois années".

**Art. 17.** A l'article 22, § 1er, 3°, du même arrêté, les termes "les cinquième et septième années de perfectionnement et/ou de spécialisation" sont remplacés par les termes "la septième année de perfectionnement et/ou de spécialisation".

**Art. 18.** A l'article 22, § 1er, 4°, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987, les termes "à l'article 4, § 1er, 5° et § 2°" sont remplacés par les termes "à l'article 4, § 1er, 5° et 6°".

**Art. 19.** L'article 24, § 2, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Au terme de la septième année de perfectionnement et/ou de spécialisation, un certificat de septième année de perfectionnement et/ou de spécialisation est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit l'année considérée, excepté dans l'enseignement secondaire professionnel si l'année est sanctionnée par le certificat visé à l'article 25, § 2, 2°, du présent arrêté".

**Art. 20.** L'article 25 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 25. § 1er. Le certificat d'enseignement secondaire inférieur est délivré aux élèves réguliers :

1° qui ont terminé avec fruit la troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

2° qui ont terminé avec fruit une troisième année d'enseignement secondaire et la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel,

§ 2. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation est délivré aux élèves réguliers :

1° qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section et dans la même orientation d'études;

2° qui ont terminé avec fruit la septième année d'études visée à l'article 4, § 1er, 5° et 6°, après avoir terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel".

§ 3. La commission d'homologation, lorsqu'elle examine les certificats d'enseignement secondaire supérieur visés au § 2, vérifie également si l'admission dans les quatrième et cinquième années d'études visées à l'article 10, § 4, 1° et 2°, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, est régulière. A cet effet, elle vérifie si les différentes conditions visées au chapitre II (conditions d'admission) du titre II du présent arrêté ont été respectées".

**Art. 21.** Les paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 29 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987 sont remplacés par la disposition suivante :

"§ 5. Dans l'enseignement professionnel, au terme du cycle supérieur, peuvent être organisées :

a) une septième année de perfectionnement ou de spécialisation en vue de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur et du certificat de qualification, année dans laquelle 40 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle;

b) une septième année en vue de l'obtention du certificat d'enseignement secondaire supérieur, année dans laquelle 55 % au moins du nombre hebdomadaire de périodes doivent être consacrés à la formation générale, sociale et personnelle.

§ 6. En vue de répondre à des besoins spécifiques, des cours de rattrapage peuvent être organisés".

**Art. 22.** L'article 33, § 5bis, du même arrêté inséré par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 5bis. Les élèves qui, après avoir suivi la première année d'études de l'enseignement secondaire professionnel, sont passés à la deuxième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel de type II ou de type I, peuvent être admis jusqu'au 15 novembre de l'année scolaire en première année d'études de l'enseignement secondaire général ou technique de type II, sur avis respectivement du corps professoral ou du conseil de classe de la deuxième année d'études susmentionnée et moyennant l'accord des parents".

**Art. 23.** L'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 1994 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 34. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, peuvent être admis comme élèves réguliers en deuxième année de l'enseignement secondaire général ou technique de type II, les élèves réguliers qui ont suivi :

- 1° soit la première année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique;
- 2° soit la première année A de l'enseignement de type I;
- 3° soit la deuxième année de l'enseignement professionnel et qui font l'objet d'un avis favorable du jury d'admission;
- 4° soit la première année de l'enseignement secondaire général ou technique dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone.

§ 2. Peuvent être admis comme élèves réguliers en deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel de type II, les élèves réguliers qui ont suivi la première année de l'enseignement secondaire".

**Art. 24.** L'article 35 du même arrêté modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du 20 juin 1994 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 35. § 1er. Peuvent être admis en troisième année de l'enseignement secondaire général et technique de type II, les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit :

- 1° soit la deuxième année de l'enseignement secondaire de type II dans l'enseignement général ou technique après avoir suivi la première année de l'enseignement de type II dans l'enseignement général ou technique ou la première année A de l'enseignement de type I;
- 2° soit le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune;
- 3° soit la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel et qui font l'objet d'un avis favorable du jury d'admission.

§ 2. Peuvent être admis comme élèves réguliers en troisième année de l'enseignement secondaire professionnel de type II :

- 1° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel ou le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune ou les deux premières années de l'enseignement secondaire de type I;
- 2° les élèves âgés de quinze ans qui ont suivi une deuxième année de l'enseignement secondaire et qui font l'objet d'un avis favorable du jury d'admission;
- 3° les élèves âgés de seize ans qui font l'objet d'un avis favorable du jury d'admission".

**Art. 25.** L'article 36, 3° du même arrêté est complété par un point c) et par un point d) rédigés comme suit :

"c) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire délivrée le 30 juin par un centre d'éducation et de formation en alternance après une fréquentation d'au moins 600 périodes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit;

d) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire délivrée par un centre d'éducation et de formation en alternance, entre le 1er septembre et le 15 janvier, à l'élève qui a suivi régulièrement, à raison de 600 périodes au moins, le cycle inférieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit, depuis au moins le 15 janvier de l'année scolaire précédente."

**Art. 26.** L'article 38, 3°, du même arrêté modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est complété par un point d) rédigé comme suit :

"d) les titulaires d'une attestation de réinsertion dans l'enseignement secondaire ordinaire délivrée le 30 juin par un centre d'éducation et de formation en alternance après une fréquentation d'au moins 600 périodes du cycle supérieur de l'enseignement secondaire à horaire réduit".

**Art. 27.** L'article 41 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 41. Les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel peuvent être admis comme élèves réguliers dans la septième année d'études visée à l'article 29, § 5, b)".

**Art. 28.** L'article 42 du même arrêté est complété par un 5° rédigé comme suit :

"5° de l'enseignement à horaire réduit vers l'enseignement professionnel".

**Art. 29.** L'article 43, 2°, du même arrêté est complété par un point d) rédigé comme suit :

"d) les passages de l'enseignement à horaire réduit vers l'enseignement professionnel".

**Art. 30.** L'article 44 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 44. A l'entrée dans les années de perfectionnement et de spécialisation du cycle secondaire supérieur, sont exclus :

- 1° les passages d'une section de type II vers une section non correspondante de type II;
- 2° les passages d'une orientation d'études de type I vers une section non correspondante de type II".

**Art. 31.** L'article 45, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. En outre, le passage d'une première année de l'enseignement général ou technique vers la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel est autorisé jusqu'au 15 janvier pour les élèves réguliers ayant déjà fréquenté une première année de l'enseignement secondaire professionnel en tant qu'élève régulier".

**Art. 32.** L'article 46, § 3, du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 1994 est remplacé par la disposition suivante :

§ 3. Sauf dérogation accordée par le Ministre, en raison d'absences motivées de très longue durée, les élèves ne peuvent redoubler ni la première année d'études de l'enseignement secondaire, ni la deuxième année de l'enseignement général ou technique. Ils ne peuvent fréquenter pendant plus de trois ans les deux premières années de l'enseignement secondaire.

**Art. 33.** A l'article 47, § 1er, 3°, du même arrêté, les termes "du cycle inférieur ou" sont supprimés.

**Art. 34.** A l'article 47, § 1er, 4°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987, les termes "à l'article 29, §§ 5 et 6" sont remplacés par les termes "à l'article 29 - § 5 a) et b)".

**Art. 35.** L'article 49, § 2, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1987 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Au terme de la septième année de perfectionnement et/ou de spécialisation, un certificat de septième année de perfectionnement et/ou de spécialisation est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit l'année considérée, excepté dans l'enseignement secondaire professionnel si l'année est sanctionnée par le certificat visé à l'article 50, § 2, 2°".

**Art. 36.** L'article 50 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 50. § 1er. Le certificat d'enseignement secondaire inférieur est délivré aux élèves réguliers :

1° qui ont terminé avec fruit la troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

2° qui ont terminé avec fruit une troisième année d'études de l'enseignement secondaire et la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel.

§ 2. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation est délivré aux élèves réguliers :

1° qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section et dans la même orientation d'études;

2° qui ont terminé avec fruit la septième année d'études visée à l'article 29, § 5, a) ou b), après avoir terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel.

§ 3. La commission d'homologation, lorsqu'elle examine les certificats d'enseignement secondaire supérieur visés au § 2, vérifie également si l'admission dans les quatrième et cinquième années d'études visées à l'article 10, § 4, 1° et 2°, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, est régulière. A cet effet, elle vérifie si les différentes conditions visées au chapitre II (conditions d'admission) du titre III du présent arrêté ont été respectées".

**Art. 37.** L'article 56, 1°, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 est remplacé par la disposition suivante :

"1° aux limites de temps fixées pour :

a) les changements de forme d'enseignement et de subdivision par les articles 9, 20, § 1er, § 2, § 3, 1° et 2°, b et c, 33 et 45, § 1er, 1° et 2°, b et c;

b) les passages de cinquième année technique en cinquième année professionnelle;

c) les changements de forme d'enseignement et de subdivision par les articles 20, § 3, 2°, a et 45, § 1er, 2°, a, uniquement pour les cas où un certificat médical établit l'inaptitude physique de l'élève à poursuivre ses études dans la subdivision d'enseignement où il est inscrit".

**Art. 38.** L'article 59 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 59. Le Ministre ou son délégué peut, dans des cas individuels, et à la demande du chef d'établissement s'appuyant sur un avis motivé du conseil d'admission ou du jury d'admission, dispenser des conditions fixées aux articles 9 à 15 et 33 à 38, les élèves qui veulent passer de l'enseignement secondaire spécial à l'enseignement secondaire de type I ou de type II.

L'autorisation de passage de l'enseignement spécial à l'enseignement secondaire ordinaire nécessite l'avis favorable du conseil ou du jury d'admission, la demande écrite des parents, de la personne exerçant l'autorité parentale ou de l'élève s'il est majeur, l'attestation d'avis de l'organisme de guidance et, si elle a été saisie, l'avis de la Commission consultative compétente de l'enseignement spécial".

**Art. 39.** Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire 1996-1997.

**Art. 40.** Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2251

[S — C — 29281]

15 JULI 1996. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inz. art. 6bis ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975, gewijzigd bij decreet van 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. art. 24, gewijzigd bij de wetten d.d. 6 juli 1970, 14 juli 1975 en 18 september 1981, het koninklijk besluit nr. 411 d.d. 25 april 1986 en de decreten van 16 april 1991 en 10 april 1995;

Gelet op de wet d.d. 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inz. op artikel 2, gewijzigd bij decreet van 2 april 1996, en artikel 5, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975;

Gelet op het decreet d.d. 3 juli 1991 houdende organisatie van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, inz. art. 9 gewijzigd bij decreet d.d. 18 maart 1996;

Gelet op het decreet d.d. 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 438 d.d. 11 augustus 1986, 3 juli 1985 en 1 juni 1987, het besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering d.d. 19 juli 1993, 20 juni 1994 en 24 april 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 13 juni 1996;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van inrichtende machten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor Onderwijs,

#### Besluit :

**Artikel 1.** In art. 2, 1° en 2°, a en b, van bovenbedoeld koninklijk besluit van 29 juni 1984 wordt « door de Staat » vervangen als volgt : « door de Franse Gemeenschap van België ».

**Art. 2.** Art. 3, § 2, 1°, van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« 1° als gemeenschappelijk leerjaar voor het algemeen, het technisch en het kunstonderwijs en kan ten minste 4 en ten hoogste 8 wekelijkse lestijden activiteiten naar keuze omvatten. Kiest de leerling technische activiteiten voor 6 lestijden, dan wordt het maximum opgevoerd tot 10 wekelijkse lestijden ».

**Art. 3.** Art. 4 van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4, § 1. Kunnen georganiseerd worden ten einde te voldoen aan bijzondere behoeften :

1° individuele remediëring en/of pedagogische steun in de 1e graad en inhaal- of heroriënteringsactiviteiten in de andere leerjaren;

2° een heroriënteringsjaar op het niveau van het vierde leerjaar;

3° een jaar voorbereiding tot het hoger onderwijs, na de 3e graad van het doorstromingsonderwijs,

4° een volmakings- of specialisatiejaar op het einde van de derde graad, bestaande uit één enkel leerjaar in elke studierichting, om het kwalificatiegetuigschrift te bekomen;

5° een zevende volmakings- of specialisatiejaar op het einde van de derde graad beroepsonderwijs tot het behalen van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs en van het kwalificatiegetuigschrift; in dat jaar moeten ten minste 40% van de wekelijkse lestijden gewijd worden aan algemene, sociale en persoonlijke vorming;

6° een 7e jaar na de 3e graad beroepsonderwijs om het getuigschrift van hoger secundair onderwijs te bekomen, waarbij ten minste 55 % van de wekelijkse lestijden gewijd moeten worden aan algemene, sociale en persoonlijke vorming.

§ 2. Als leerjaar bedoeld in § 1, 5°, geldt ook, voor het uitreiken van het getuigschrift van HSO, het 1e jaar aanvullend secundair beroepsonderwijs ».

**Art. 4.** Art. 5 van hetzelfde besluit gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5, § 1. Het onderwijs omvat een gemeenschappelijke vorming en een vorming bestaande uit opties waarin de inrichtende macht bepaalde vakken of activiteiten kan groeperen of opleggen, onverminderd de bepalingen van § 4

§ 2. De gemeenschappelijke vorming omvat de vakken die gemeenschappelijk worden gevolgd door al de leerlingen die tot een zelfde onderwijsvorm of -afdeling dan wel tot verscheidene onderwijsvormen of -afdelingen behoren.

§ 3. De vorming bestaande uit opties omvat :

1° een fundamenteel gedeelte dat de studierichting bepaalt;

2° een complementair gedeelte dat erop gericht kan zijn een evenwichtige vorming te verzekeren, aan bepaalde behoeften van verdieping en aanpassing te beantwoorden en/of tegemoet te komen aan persoonlijke motiveringen.

De componenten van beide gedeeltes worden vastgesteld of goedgekeurd door de Minister, bevoegd voor het secundair onderwijs.

§ 4. In het 1e jaar A en in het tweede jaar dat gemeenschappelijke is in het algemeen, het technisch en het kunstonderwijs, omvat het onderwijs een gemeenschappelijke vorming en een complementaire vorming of pedagogische steun.

In het 1e jaar B omvat het onderwijs een gemeenschappelijke vorming en een complementaire vorming of pedagogische steun.

§ 5. Het onderwijs kan facultatieve activiteiten omvatten.

§ 6. In de 3e graad van het algemeen onderwijs wordt de studierichting door elke enkelvoudige basisoptie bepaald voor de opleidingen met geïntegreerde dominanten en voor de opleidingen met gecombineerde opties. In die gevallen geldt de leergang wiskunde met 4 lestijden als een enkelvoudig basisoptie ».

**Art. 5.** Art. 9, § 5bis, van voormeld besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt vervangen als volgt :

« § 5bis. De leerlingen die het 5e jaar B van het secundair onderwijs hebben gevolgd en overgegaan zijn naar het 2e jaar secundair beroepsonderwijs van type I of II, kunnen tot 15 november van bedoeld schooljaar tot het 1e jaar A worden toegelaten, op advies van de klasseraad resp. het lerarenkorps van het 2e leerjaar en met de instemming van de ouders ».

**Art. 6.** Art. 10 van voormeld besluit, gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 19.7.1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10, § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 19 en van het koninklijk besluit d.d. 20 juli 1971 houdende de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studie-

getuigischriften kunnen tot het tweede gemeenschappelijk leerjaar van het algemeen, het technisch of het kunstsecundair onderwijs van type I als regelmatige leerling worden toegelaten, regelmatige leerlingen die met vrucht :

- 1° hetzij het eerste jaar A hebben beëindigd;
- 2° hetzij het eerste leerjaar van het secundair onderwijs van type II in het algemeen of het technisch onderwijs hebben beëindigd;
- 3° hetzij het tweede leerjaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd en voor wie de toelatingsraad een gunstig advies uitbrengt;
- 4° hetzij het 1e jaar A in een door de Vlaamse of de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde, gesubsidieerde of erkende inrichting beëindigd hebben.

§ 2. De regelmatige leerlingen die het eerste leerjaar van het secundair onderwijs hebben beëindigd, kunnen als regelmatige leerlingen tot het tweede leerjaar van het beroepssecundair onderwijs van type I worden toegelaten ».

Art. 7. Art. 11 van voormeld besluit, gewijzigd bij besluiten van de Regering d.d. 19 juli 1993 en 20 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 19, kunnen tot het derde leerjaar van het algemeen, het technisch of het kunstsecundair onderwijs van type I als regelmatige leerlingen worden toegelaten, de regelmatige leerlingen die met vrucht :

- 1° hetzij de 1e graad, met het tweede gemeenschappelijk leerjaar, van het secundair onderwijs hebben beëindigd;
- 2° hetzij het tweede leerjaar van het secundair onderwijs van type II van het algemeen of het technisch onderwijs hebben beëindigd, na het 1e leerjaar van type II in het algemeen of technisch onderwijs of het 1e leerjaar van type I;
- 3° hetzij het derde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd en voor wie de toelatingsraad een gunstig advies uitbrengt.

§ 2. Tot het derde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs van type I kunnen als regelmatige leerlingen worden toegelaten :

1° de regelmatige leerlingen die een tweede leerjaar van het secundair beroepssecundair onderwijs of de 1e graad van het secundair onderwijs, met het 2e gemeenschappelijk jaar, of de eerste 2 leerjaren van het algemeen of technisch onderwijs van type II met vrucht hebben beëindigd;

2° de leerlingen van 15 jaar die 2 leerjaren van het secundair onderwijs hebben beëindigd en een gunstig advies van de toelatingsraad krijgen;

3° de leerlingen die de leeftijd van zestien jaar hebben bereikt en voor wie de toelatingsraad een gunstig advies uitbrengt. »

Art. 8. Art. 12, 2°, van voormeld besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« c) de houders van een attest van wederopneming in het gewoon secundair onderwijs, uitgereikt voor 30 juni door een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding, na ten minste 600 lestijden van het LSO met beperkt leerplan te hebben gevolgd;

d) de houders van een attest van wederopneming in het gewoon secundair onderwijs, uitgereikt door een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding, tussen 1 september en 15 januari, aan de leerling die regelmatig ten minste 600 lestijden gevolgd heeft van het LSO met beperkt leerplan uiterlijk sedert 15 januari van het vorige schooljaar. »

Art. 9. Art. 15, 3°, van voormeld besluit, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993 wordt aangevuld als volgt :

« d) de houders van een attest van wederopneming in het gewoon secundair onderwijs, uitgereikt voor 30 juni door een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding, na ten minste 600 lestijden van het HSO met beperkt leerplan te hebben gevolgd. »

Art. 10. In art. 17, § 1, van voormeld besluit, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989 wordt « ingericht op het einde van de 3e graad » aangevuld met « en bedoeld in art. 4, § 1, 4° en 5° ».

Art. 11. Art. 18 van voormeld besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. De leerlingen die het zesde leerjaar beroepssecundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd, kunnen als regelmatige leerlingen worden toegelaten tot het zevende leerjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 6° ».

Art. 12. Art. 19, § 1, van voormeld besluit wordt aangevuld als volgt :

« 5° van het onderwijs met beperkt leerplan naar het beroepssecundair onderwijs ».

Art. 13. Art. 19, § 2, van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« 4° de overgang van het deeltijds onderwijs naar het beroepssecundair onderwijs vereist een gunstig advies van de toelatingsraad ».

Art. 14. In art. 19, § 3, van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985 vervalt « de tweede of ».

Art. 15. Art. 20 van voormeld besluit, gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. Zonder afbreuk te doen aan de toelatingsvoorwaarden tot een bepaald leerjaar zijn de veranderingen van onderwijsvorm in de loop van het schooljaar toegelaten tot 15 januari in het tweede gemeenschappelijk leerjaar van het secundair algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs;

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan die voorwaarden is de overgang van een eerste leerjaar naar een andere onderafdeling van het beroepssecundair onderwijs toegelaten tot 15 januari in het 2e leerjaar van dat onderwijs;

§ 3. Zonder afbreuk te doen aan die voorwaarden is de verandering van onderwijsvorm, of onderverdeling tijdens het schooljaar toegelaten :

1° tot 15 januari, in het 3e en het 4e jaar;

2° tot 15 oktober :

a) in het 5e jaar, in de 3e graad van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs;

b) in het 5e jaar, in de 3e graad van het beroepssecundair onderwijs.

c) in het vervolmakings- en/of specialisatiejaar georganiseerd na de derde graad.

§ 4. De overgang van een eerste jaar A naar het 2e jaar secundair beroepssecundair onderwijs is tot 15 januari toegelaten voor de regelmatige leerling die al een 1e jaar B van het secundair onderwijs bezocht heeft.

§ 5. In het 5e jaar voldoet elke leerling die voor 15 oktober van onderwijsvorm, afdeling of studierichting verandert, aan de vereisten van art. 6, § 2, 2°, van de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens ».

Art. 16. Art. 21, § 3, van voormeld besluit, ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 20 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Tenzij de Minister een afwijking toestaat wegens zeer lange gewettigde afwezigheid, mogen de leerlingen het 1e leerjaar van de 1e graad noch het 2e gemeenschappelijk jaar van het algemeen, technisch en kunstonderwijs overdoen. Zij mogen de 1e graad niet langer dan 3 jaar bezoeken.

Art. 17. In art. 22, § 1, 3°, van voormeld besluit wordt « de 5e en 7e vervolmakings- en/of specialisatiejaren » vervangen door « het 7e vervolmakings- en/of specialisatiejaar ».

Art. 18. In art. 22, § 1, 4°, van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987, wordt « in art. 4, § 1, 5° en § 2 » vervangen door « in art. 4, § 1, 5° en 6° ».

Art. 19. Art. 24, § 2, van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Op het einde van het zevende vervolmakings- en/of specialisatiejaar wordt het studiegetuigschrift van het zevende vervolmakings- en/of specialisatiejaar uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het betreffende leerjaar met vrucht beëindigd hebben, behalve in het beroepssecundair onderwijs als dit leerjaar bekrachtigd wordt door het getuigschrift bedoeld in art. 25, § 2, 2°, van dit besluit.

Art. 20. Art. 25 van voormeld besluit, vervangen bij het besluit van de Regering d.d. 24 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. § 1. Het getuigschrift van lager secundair onderwijs wordt uitgereikt :

1° aan de regelmatige leerlingen, die het derde leerjaar van het algemeen, het technisch of het kunstonderwijs met vrucht beëindigd hebben;

2° aan de regelmatige leerlingen, die een derde leerjaar van het secundair onderwijs en het vierde leerjaar beroepssecundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd.

§ 2. Het homologeerbaar getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leergangen die met vrucht :

1° de laatste 2 jaren algemeen technisch of kunstonderwijs beëindigd hebben in dezelfde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;

2° het 7e jaar bedoeld in art. 4, § 1, 5° en 6°, beëindigd hebben na een met vrucht beëindigd 6e jaar secundair beroepsonderwijs.

§ 3. De homologatiecommissie die de in § 2 bedoelde getuigschriften van HSO onderzoekt, gaat ook na of de toelating tot het 4e en het 5e jaar, bedoeld in art. 10, § 4, 1° en 2°, van voormelde gecoördineerde wetten d.d. 31 december 1949 regelmatig was en m.n. of de voorwaarden gesteld in hoofdstuk II (toelatingsvoorwaarden) van titel II van dit besluit nageleefd werden ».

Art. 21. De §§ 5, 6 en 7 van art. 29 van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987 wordt vervangen als volgt :

« § 5. In het beroepsonderwijs kan op het einde van de hogere cyclus :

a) een 7e volmakings- of specialisatiejaar worden ingericht voor het bekomen van het HSO-getuigschrift en het kwalifikatiegetuigschrift, waarbij ten minste 40 % van het wekelijks aantal lestijden gewijd moet worden aan de algemene, sociale en persoonlijke vorming;

b) een 7e jaar worden ingericht voor het bekomen van het HSO-getuigschrift, waarbij ten minste 55 % van het wekelijks aantal lestijden gewijd moet worden aan de algemene, sociale en persoonlijke vorming.

§ 6. Om te voldoen aan bijzondere behoeften kunnen inhaallessen georganiseerd worden ».

Art. 22. Art. 33, § 5bis, van voormeld besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt vervangen als volgt :

« § 5bis. De leerlingen die het 1e jaar van het secundair beroepsonderwijs hebben gevolgd en overgegaan zijn naar het 2e jaar secundair beroepsonderwijs van type I of II, kunnen tot 15 november tot het 1e jaar algemeen of technisch onderwijs van type II worden toegelaten, op advies van de klasseraad resp. het lerarenkorps van het 2e leerjaar en met de instemming van de ouders ».

Art. 23. Art. 34 van voormeld besluit, gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 20 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. § 1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van voormeld koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende de voorwaarden en de procedure voor de erkenning van de gelijkwaardigheid van buitendlandse diploma's en studiegetuigschriften kunnen tot het tweede leerjaar van het algemeen of het technisch secundair onderwijs van type II als regelmatige leerlingen worden toegelaten, de regelmatige leerlingen die met vrucht :

1° het eerste jaar van het algemeen of het technisch onderwijs van type II hebben beëindigd;

2° of het eerste leerjaar A van het onderwijs van het type I hebben beëindigd;

3° of het tweede leerjaar van het beroepsonderwijs hebben beëindigd en voor wie de toelatingscommissie een gunstig advies uitbrengt;

4° of het 1e jaar algemeen of technisch onderwijs beëindigd hebben in een door de Vlaamse of de Duitstalige gemeenschap ingerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

§ 2. De regelmatige leerlingen die het eerste leerjaar van het secundair onderwijs hebben beëindigd, kunnen als regelmatige leerlingen tot het tweede leerjaar van het beroepssecundair onderwijs van type II worden toegelaten.

Art. 24. Art. 35 van voormeld besluit, gewijzigd door de besluiten van de Regering d.d. 19 juli 1993 en 20 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. Tot het derde leerjaar van het algemeen of het technisch secundair onderwijs van type II kunnen worden toegelaten de regelmatige leerlingen die :

1° het tweede leerjaar van het algemeen of het technisch onderwijs van type II met vrucht hebben beëindigd na het 1e jaar onderwijs van type II in het algemeen of technisch onderwijs of het 1e jaar van type I;

2° of de 1e graad met het tweede gemeenschappelijk leerjaar van het secundair onderwijs van type II met vrucht hebben beëindigd;

3° of het derde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd en voor wie de toelatingscommissie een gunstig advies uitbrengt.



§ 2. Tot het derde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs van type II kunnen als regelmatige leerlingen worden toegelaten :

1° de regelmatige leerlingen die met vrucht het tweede leerjaar van het secundair beroepsonderwijs hebben beëindigd of de 1e graad van het secundair onderwijs van type I met het 2e gemeenschappelijk jaar of de eerste 2 jaren van het secundair onderwijs van type I;

2° de leerlingen van 15 jaar die een 2e leerjaar van het secundair onderwijs gevolgd hebben en voor wie de toelatingscommissie een gunstig advies uitbrengt;

3° de leerlingen van 16 jaar voor wie de toelatingscommissie een gunstig advies uitbrengt ».

Art. 25. Art. 36, 3°, van voormeld besluit wordt aangevuld als volgt :

« c) de houders van een attest van wederopneming in het gewoon secundair onderwijs, uitgereikt op 30 juni door een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding, na ten minste 600 lestijden van het LSO met beperkt leerplan te hebben gevolgd;

d) de houders van een attest van wederopneming in het gewoon secundair onderwijs, uitgereikt door een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding, tussen 1 september en 15 januari, aan de leerling die regelmatig ten minste 600 lestijden gevolgd heeft van het LSO met beperkt leerplan, uiterlijk sedert 15 januari van het vorige schooljaar. »

Art. 26. Art. 38, 3°, van voormeld besluit gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

« d) de houders van een attest van wederopneming in het gewoon secundair onderwijs, uitgereikt op 30 juni door een centrum voor alternerend onderwijs en opleiding na ten minste 600 lestijden van het HSO met beperkt leerplan. »

Art. 27. Art. 41 van voormeld besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 41. De leerlingen die het zesde leerjaar beroepssecundair onderwijs met vrucht beëindigd hebben kunnen als regelmatige leerlingen worden toegelaten tot het zevende leerjaar bedoeld in artikel 29, § 5, b) ».

Art. 28. Art. 42 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met :

« 5° van het onderwijs met beperkt leerplan naar het beroepsonderwijs ».

Art. 29. Art. 43, 2°, van voormeld besluit wordt aangevuld met :

« d) de overgang van het deeltijds onderwijs naar het beroepsonderwijs ».

Art. 30. Art. 44 van voormeld besluit gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985, wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. Bij de aanvang van het vervolmakings- en specialisatiejaar van de hogere secundaire cyclus zijn uitgesloten :

1° de overgangen van een afdeling van type II naar een niet-overeenstemmende afdeling van type II;

2° de overgangen van een studierichting van type I naar een niet-overeenstemmende afdeling van type II ».

Art. 31. Art. 45, § 2, van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. Bovendien is de overgang van een eerste leerjaar algemeen of technisch onderwijs naar het tweede leerjaar van het beroepssecundair onderwijs toegelaten tot 15 januari voor de regelmatige leerlingen die reeds een eerste leerjaar van het secundair beroepsonderwijs gevolgd hebben als regelmatige leerling ».

Art. 32. Art. 46, § 3, van voormeld besluit, ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 20 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Tenzij de Minister een afwijking toestaat wegens zeer lange gewettigde afwezigheden, mogen de leerlingen het 1e leerjaar secundair onderwijs noch het 2e jaar van het algemeen of technisch onderwijs overdoen. Zij mogen de 1e graad van het secundair onderwijs niet langer dan 3 jaar bezoeken.

Art. 33. In art. 47, § 1, 3°, van voormeld besluit vervalt « lagere en ».

Art. 34. In art. 47, § 1, 4°, van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987 wordt « in art. 29, §§ 5 en 6 » vervangen door « in art. 29, § 5 a en b ».

Art. 35. Art. 49, § 2, van voormeld besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 1987 en bij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Op het einde van een zevende vervolmakings- en/of specialisatiejaar wordt het studiegetuigschrift van het zevende vervolmakings- en/of specialisatiejaar uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het beschouwde leerjaar met vrucht beëindigd hebben, behalve in het beroepssecundair onderwijs als dit leerjaar bekrachtigd wordt door het in art. 50, § 2, 2°, bedoelde getuigschrift ».

Art. 36. Art. 50 van voormeld besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 24 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 50. § 1. Het getuigschrift van lager secundair onderwijs wordt uitgereikt aan :

a) de regelmatige leerlingen die het derde leerjaar van het algemeen, technisch of kunstonderwijs met vrucht beëindigd hebben;

b) de regelmatige leerlingen die een derde leerjaar van het secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd alsook het vierde leerjaar secundair beroepsonderwijs.

§ 2. Het homologeerbaar getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die met vrucht :

1° de laatste 2 jaren algemeen, technisch of kunstonderwijs beëindigd hebben in dezelfde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;

2° het 7e jaar bedoeld in art. 29, § 5 a) of b), beëindigd hebben na een 6e jaar secundair beroepsonderwijs.

§ 3. De homologatiecommissie die de in § 2 bedoelde getuigschriften van HSO onderzoekt, gaat ook na of de toelating tot het 4e of het 5e jaar, bedoeld in art. 10, § 4, 1° en 2°, van voormelde gecoördineerde wetten d.d. 31 december 1949 regelmatig was en m.n. of de voorwaarden gesteld in hoofdstuk II (toelatingsvoorwaarden) van titel III van dit besluit nageleefd werden ».

Art. 37. Art. 56, 1°, van voormeld besluit gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985 en bij besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989, wordt vervangen als volgt :

« 1° van de uiterste overgangsdata die vastgesteld zijn voor :

a) de verandering van onderwijsvorm en van onderverdeling en bedoeld in de artikelen 9, 20, § 1, § 2, § 3, 1° en 2°, b en c, 33 en 45, § 1, 1° en 2° b en c;

b) de overgang van het vijfde leerjaar van het technisch secundair onderwijs naar het vijfde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs;

c) de verandering van onderwijsvorm en onderverdeling, bedoeld in de art. 20, § 3, 2° en 45, § 1, 2°, a, enkel wanneer een doktersattest de ongeschiktheid staft om de onderverdeling waar de leerling ingeschreven was, te blijven volgen.

Art. 38. Art. 59 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. Op verzoek van het inrichtingshoofd, steunend op het gemotiveerd advies van de toelatingsraad of toelatingscommissie, kan de Minister of zijn gemachtigde voor individuele gevallen vrijstelling verlenen van de voorwaarden bepaald in de artikelen 9 tot 15 en 33 tot 38, aan de leerlingen die van het buitengewoon secundair onderwijs naar het secundair onderwijs van type I of type II willen overgaan.

De toelating voor overgang van het buitengewoon onderwijs naar het gewoon secundair onderwijs kan worden bekomen op voorlegging van een gunstig advies van de toelatingsraad of de toelatingscommissie, de schriftelijke aanvraag van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de leerling, indien hij of zij meerderjarig is, het getuigschrift met het advies van het PMS-centrum, en, indien zij er werd om gevraagd, het advies van de bevoegde Commissie van advies van het buitengewoon onderwijs. »

Art. 39. Dit besluit treedt in werking vanaf het schooljaar 1996-1997.

Art. 40. De Minister bevoegd voor het secundair onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs,

Mevr. L. ONKELINX

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[9748]

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 12 februari 1996, in werking tredend op 31 oktober 1996, is de heer Devos, F., griffier bij het hof van beroep te Brussel, op zijn verzoek in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1996 is op datum van 31 oktober 1996 ontslag uit zijn functies verleend aan de heer De Muelenaere, M., griffier-hoofd van dienst bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Belanghebbende mag zijn aanspraak op uitgesteld rustpensioen doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 4 augustus 1996, in werking tredend op 1 november 1996, is benoemd tot griffier bij het hof van beroep te Brussel, Mevr. Delguste, P., eersstaanwezend klerk-griffier bij dit hof.

[9753]

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1996 is de heer Lecuivre, P., substituut-arbeidsauditeur bij de arbeidsrechtbank te Bergen, aangevoerd tot eerste substituut-arbeidsauditeur bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 oktober 1996.

### MINISTERE DE LA JUSTICE

[9748]

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 12 février 1996, entrant en vigueur le 31 octobre 1996, M. Devos, F., greffier à la cour d'appel de Bruxelles, est admis à la retraite à sa demande.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 9 juillet 1996 est accordée la démission de ses fonctions à la date du 31 octobre 1996, à M. De Muelenaere, M., greffier-chef de service au tribunal de première instance de Gand.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension différée et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 4 août 1996, entrant en vigueur le 1er novembre 1996, est nommée greffier à la cour d'appel de Bruxelles, Mevr. Delguste, P., commis-greffier principal à cette cour.

[9753]

Par arrêté royal du 8 octobre 1996, M. Lecuivre, P., substitut de l'auditeur du travail près le tribunal de travail de Mons, est désigné en qualité de premier substitut de l'auditeur du travail près ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 1<sup>er</sup> octobre 1996.

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Eekendmaking van een openstaande plaats :

[9749]

— klerk-griffier bij het hof van beroep te Brussel : 1, vanaf 1 november 1996.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Publication d'une place vacante :

[9749]

— commis-greffier à la cour d'appel de Bruxelles : 1, à partir du 1er novembre 1996.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).